



**PLAN SECTORIEL DE DEVELOPPEMENT DE
LA COMMUNE RURALE DE DIALAKOROBA**

JUIN 2007

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

PDESC :

SOMMAIRE

1- INTRODUCTION

1-1 Principes et objectifs

Le plan stratégique sectoriel dont la pertinence réside dans son inscription dans les stratégies nationales et internationales du secteur, se réfère aux principaux documents de politique et de législation du secteur eau, assainissement et hygiène. Sur le plan de la vision stratégique internationale, les objectifs du PSD concourent à l'atteinte des OMD qui vise dans son objectif N° 7 la réduction de moitié d'ici 2015 des personnes qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement.

Sur le plan Nationale, le plan s'inscrit dans le contexte de la décentralisation. En effet, le Mali a amorcé une étape décisive dans le cadre de la décentralisation en installant les Collectivités Territoriales dans un environnement juridique et législatif favorable à la prise en charge entière de leurs affaires. En effet, parmi les compétences qui leur sont transférées figurent l'élaboration du plan stratégique d'assainissement de leur commune respective (*loi du 98010 du 19 Juin 1998 définit les compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement notamment dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène publique : article 14*). Les diverses études menées dans le secteur ont permis de déceler la nécessité que constitue l'intégration entre l'assainissement, l'eau et l'hygiène publique. C'est d'ailleurs ce qui justifie que le présent document soit essentiellement axé sur ces trois secteurs considérés comme prioritaires par les autorités Maliennes.

Le plan sectoriel constitue ainsi, un document stratégique pour la définition de la vision politique dans ce secteur. Il constitue un outil d'aide à la décision dans les secteurs de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Cette vision est partagée par WaterAid qui intervient au Mali. L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance.

Ainsi, l'ONG WaterAid concourt à l'atteinte des objectifs visés dans le cadre du Plan National d'Accès à l'Eau Potable qui est un document stratégique de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en matière d'alimentation en eau potable et assainissement.

Le PSD de la Commune Rurale de Dialakoroba est la suite d'un Diagnostic Participatif entrepris avec toutes les parties prenantes et/ou dépositaires d'enjeu dans le territoire de la commune. Il traduit la vision consensuelle de ces différentes parties prenantes et dépositaires d'enjeux qui ont validé les résultats du DP et les orientations stratégiques définies à partir des solutions que la commune a proposées et qu'elle souhaite opérationnaliser. La collectivité territoriale a convenu de transcrire le PSD dans la perspective de convergence avec les orientations politiques et stratégiques du Gouvernement du Mali qui reposent sur la référence unique qui est le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

1-2 Stratégie et démarche

1-2-1 Stratégie mise en œuvre

La commune constitue l'espace d'intervention de WaterAid Mali. Il s'agit de la structure décentralisée de base, celle qui est la plus proche des populations et appelée en conséquence à leur assurer les conditions favorables d'un développement durable. Dans cette perspective l'objectif majeur de WaterAid Mali est d'améliorer l'accès à l'eau potable, aux infrastructures d'assainissement et de promouvoir les conditions générales d'hygiène. L'approche participative, à travers l'application des outils de la MARP a été sollicitée pour atteindre cet objectif majeur.

En effet le PSD a été élaboré dans une perspective de :

- ❖ cohérence avec les politiques de développement aussi bien nationales que sectorielles : en effet les activités proposées peuvent contribuer à l'approfondissement de la décentralisation, à la mise en œuvre du PNAEP, et évidemment à la lutte contre la pauvreté par la satisfaction des besoins jugés prioritaires des populations locales.

- ❖ synergie au niveau des actions proposées : la synergie peut se retrouver facilement avec les autres actions de lutte contre la pauvreté, notamment celles inscrites au niveau du CSLP.

Le Diagnostic Participatif réalisé a clairement montré que la cause sous-jacente de la pauvreté est tributaire au manque d'accès aux services sociaux de base. Les groupes vulnérables notamment les couches les plus pauvres sont encore les plus touchés parce qu'ils ont un accès difficile sinon nul aux ressources financières qui leur permettent d'avoir un accès correct aux infrastructures et équipements sociaux de base.

- ❖ convergence pour plus de résultats palpables et durable pour réduire la pauvreté : cet effort de convergence et d'intégration dans la stratégie de lutte contre la pauvreté est compris comme un préalable pour contribuer à l'atteinte des objectifs du PNAEP.

1-2-2 Démarche adoptée

L'élaboration des PSD au niveau de la commune requiert non seulement une stratégie mais aussi une démarche axée principalement sur trois principes :

- ❖ la gouvernance locale et l'action citoyenne à travers la mise en place de cellules au niveau local et national. Il s'agit d'une mise en responsabilité de la population locale qui trouve sa pertinence dans le fait qu'elle favorise l'émergence d'un capital social parmi le groupe d'utilisateurs.
- ❖ L'apprentissage qui permet une prise en charge du principe d'imputabilité, en fournissant aux populations locales les moyens d'agir. En effet, le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes (agents de terrain) constitue un gage d'accroissement de la capacité de contrôle et de participation aux prises de décisions, notamment dans la gestion des affaires locales.
- ❖ Le processus participatif qui induit le principe d'équité. Il donne l'opportunité aux communautés d'analyser et de discuter de leur situation locale de façon systématique et éveille leur conscience sur les problèmes existants ainsi que les solutions possibles.

La démarche de WaterAid qui s'articule autour de cinq grandes phases a été essentiellement axée sur l'approche participative :

Celle-ci s'articule autour de cinq (5) grandes phases :

- Les activités préparatoires ;
- La collecte de données ;
- Le traitement des données et la réalisation des cartes thématiques (localisation des points d'eau et accessibilité en terme de quantité et de distance, ainsi que la localisation des infrastructures d'assainissement et le taux de fonctionnalité, etc.) ;
- la rédaction du plan ;
- la validation du plan par les populations locales et la collectivité territoriale.

➤ **Les activités préparatoires**

Les activités préparatoires ont concerné la prise de contact avec les autorités communales, les services techniques, ainsi que les autorités locales et personnes ressources de la commune. Cette rencontre visait leur participation effective dans tout le processus, d'autant plus que la mission de prise de contact a permis à l'équipe de WaterAid d'explicitier les activités à mener et de décliner les objectifs visés, ainsi que les résultats attendus. Ce processus a été clôturé par l'organisation de l'atelier national de lancement des activités à mener dans le cadre de l'élaboration des PSD au Mali.

Par ailleurs, dans le souci d'appliquer l'approche participative, mais également d'intégrer la cohérence dans l'exécution des activités de terrain, un atelier de mise à niveau des agents de terrain a été organisée. Cet atelier a permis aux personnes chargées de la collecte de données de se familiariser avec les outils d'enquête, notamment :

- les questionnaires à appliquer au niveau des ménages, des écoles et des centres de santé,
- les guides d'entretien et les principaux outils de la MARP

En outre, la mise à niveau a concerné la rédaction des PSD, la présentation de l'action citoyenne et du plaidoyer, ainsi que l'organisation matérielle et la mise en œuvre du travail de terrain.

Cette séance de mise à niveau a été l'occasion pour les participants de s'accorder sur l'approche, la terminologie et les définitions des concepts à utiliser lors du diagnostic.

➤ **La collecte de données**

Elle a été réalisée à travers des enquêtes quantitatives et des enquêtes qualitatives. Les résultats de cette phase ont permis d'identifier les potentialités ainsi que les contraintes qui entravent le développement de la commune en matière d'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et à l'hygiène.

❖ **Les enquêtes quantitatives**

Les enquêtes quantitatives ont été de trois ordres :

- **Les enquêtes ménages** : il s'agit d'une enquête quantitative avec l'administration d'un questionnaire auprès des chefs de ménage. La totalité des localités de chaque commune a été ciblée et des ménages choisis suivant un échantillonnage préalablement opéré. Ainsi, 453 ménages ont été enquêtés sur un total de 1089 qui compte la commune rurale de Dialakoroba.
- **Les enquêtes au niveau des centres de santé** : le questionnaire est administré au personnel de la structure sanitaire et permet de renseigner le niveau d'accès de la structure à l'eau potable et à l'assainissement, mais également les conditions d'hygiène.
- **Les enquêtes dans les écoles** : elles permettent de cerner la scolarisation des enfants selon le sexe, mais traitent aussi de l'accessibilité de l'école par rapport aux points d'eau potable et aux ouvrages d'assainissement. Le questionnaire traite également du niveau d'organisation de l'école par rapport à la prise en charge des problèmes d'hygiène.

❖ **Les enquêtes qualitatives**

Le diagnostic participatif constitue la composante essentielle du processus de participation. Il a été mis en œuvre par les populations locales assistées par les équipes de WaterAid et de la Cellule Locale. Des informations qualitatives ont été collectées à partir des outils MARP en

plus des entretiens, focus-group et assemblées villageoises ont été organisés avec différentes cibles (élus locaux, personnes ressources, services technique, etc.). Parmi les outils spécifiques de la MARP utilisés, on peut noter :

- **Le profil historique** pour recueillir les événements marquants (la vie des localités et la formation des terroirs). Le profil historique est aussi un moyen pour les équipes MARP d'établir des relations avec les notables et d'ouvrir des portes pour les interviews semi- structurées (ISS).
- **Les Interview Semi-Structuré (ISS)** qui sont le point focal de la MARP et reviennent dans la manipulation de tous les outils. Les ISS en MARP remplacent le questionnaire d'enquête classique par le "check-list" ou guide d'entretien comprenant une liste de sujets, points, idées, questions- clés sur le thème à aborder.
- **Les cartes de terroirs** qui sont des représentations schématiques visualisant un espace donné, son occupation et son utilisation. Ces représentations graphiques ont été réalisées par les populations locales pour expliquer les faits, les marques dans leur terroir.
- **Les cartes sociales** qui sont des représentations schématiques permettant d'apprécier le niveau d'équipement des villages
- **Les diagrammes de venn, de polarisation** permettent d'explorer les problèmes organisationnels et de cerner les échanges avec l'extérieur.
- **Les arbres à problème** pour analyser les contraintes et besoins identifiées et dégager les idées d'action.

➤ **Les restitutions et la programmation**

Les restitutions ont été des étapes de validation des données recueillies et des actions retenues. En effet, une première séance de restitution des informations a été organisée dans le but de valider les données collectées sur le terrain. Ont pris part à cette restitution, la cellule locale,

l'équipe de terrain, les services techniques, les personnes ressources de la commune, entre autres.

La deuxième séance de restitution a permis de passer en revue les résultats du diagnostic de les discuter et les faire validés par les populations locales de la collectivité territoriale. Elle a été également l'occasion de procéder à la programmation des actions, afin d'aboutir au choix et à la priorisation des actions. Les discussions lors de cette étape ont facilité l'identification des Actions/Acteurs. Alors que l'analyse des actions a été déterminante en termes de faisabilité, d'acceptabilité et d'impact sur le développement local et l'amélioration de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, ainsi qu'aux conditions générales d'hygiène.

1-3 Rappel du plan

Le PSD est structuré en trois parties :

- **La première partie** présente les données générales sur la Commune V du district de Bamako ;

- **La deuxième partie** traite de la problématique de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des conditions générales d'hygiène ;

- **La troisième partie** s'intéresse de manière spécifique aux objectifs stratégiques et aux actions prioritaires de développement.

- **La partie annexe** récapitule les tableaux d'indicateurs.

INSERER CARTE LOCALISATION

2- PREMIERE PARTIE : DONNEES **GENERALES**

2-1 PRESENTATION DE LA COMMUNE RURALE DE DIALAKOROBA

2.1.1 Généralités

L'aire cible de la présente étude est la commune rurale de Dialakoroba qui est située à l'Est du Mali, dans la Région de Koulikoro, Cercle de Kati. Pour rappel, la région de Koulikoro est le terminus de la ligne de Chemin de fer du Dakar-Niger. Elle abrite également un port important sur le fleuve Niger qui dessert les villes de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao. La population de la région, qui est d'environ 1 516 486 habitants, est composée de Bambaras, de Malinkés et de Somonos autour du fleuve Niger.

La région dispose d'un important potentiel hydrographique. Elle est irriguée par plusieurs fleuves, dont le Niger, le Baoulé, le Sankarani, le Baogé, le Bani et le Bafing qui favorise la prédominance des activités agricoles. Cependant, elle dispose d'infrastructures industrielles, telles que le barrage hydroélectrique de Sélingué et les industries aurifères autour de Kangaba.

Au sud, le climat de la région de Koulikoro est de type soudanien, caractérisé par l'alternance d'une saison pluvieuse de juin à octobre et d'une saison sèche plus longue de novembre à mai. Cependant, il est sahélien au nord de l'axe Kita-Bamako.

Elle reçoit des précipitations de 1 400 mm par an et des températures moyennes comprises entre 24 et 32 °C. Dans sa partie nord, la végétation est caractérisée par la savane arborée devenant de plus en plus dense et se transformant progressivement en forêt vers le sud.

2.1.2 Site et situation

Dialakoroba fut pendant longtemps un lieu stratégique de passage. Son site a toujours été marqué par sa facilité d'accès. Les grands commerçants, communément appelés, Dioula

passaient par Dialakoroba pour aller écouler leurs produits. L'histoire donna raison à ces commerçants, puis que la route, voie de communication moderne, passa par Dialakoroba. Cependant on note que l'accessibilité du site n'est pas partout pareille dans la commune, notamment où certains villages situés à l'intérieur sont plus ou moins inaccessibles.

Située à l'Est du Mali, dans la Région de Koulikoro, Cercle de Kati, la commune de Dialakoroba est traversée, du nord au sud, par la route Nationale 7 (N7). Elle regroupe de part et d'autre de l'axe de communication, 22 villages inégalement peuplés. Elle est limitée :

- à l'Est par Bougoula ;
- à l'Ouest par le fleuve du Niger et Niagadina ;
- au Nord par la commune de Sanankoroba ;
- et au Sud par Ouélessébougou

2.2 Le profil historique

L'analyse du profil historique, réalisé au niveau de la commune rurale de Dialakoroba nous renseigne sur les processus de l'occupation de l'espace qui sont complexes et obéissent à des facteurs de différents ordres qu'il est parfois difficile de saisir. Cependant, les témoignages de la population locale nous permettent d'avancer que Dialakoroba serait fondée vers 1780. L'origine de la création part principalement de la famille Koulibaly. A quelques encablures de l'actuel site, la famille Koulibaly, quittant Ségou après la mort du roi Biton, s'était implantée dans un espace parsemé d'un certain nombre de caïcédrat, d'où l'étymologie même de Dialakoroba. « diala » qui veut dire caïcédrat et « koro », « prêt » en langue Bamabara.

Plutard, ce sera le tour des Sémaké, sous la direction du patriarche Fany Thiéni venant de Dokoto, de s'installer de l'autre côté de la rivière sous le consentement de la première. Fort d'une centaine de personnes, les sémaké formeront un village homogène sur un site propice au développement. Ainsi, les témoignages montrent que ce sont les Koulibaly qui reviendront pour cohabiter avec leurs hôtes. Un pacte sera établi entre les deux communautés pour désigner perpétuellement un sémaké comme chef de village.

Les premiers occupants ont ainsi cohabité en parfaite harmonie avec, notamment les autres localités environnantes. Ce qui explique d'ailleurs les liens sociaux très tissés entre les populations composant l'actuelle commune. On note ainsi des villages comme Fereintoumou,

M'Panko, Odioumabougou, Guélékoro et Bogola qui sont sortis des entrailles de Dialakoroba. Il est par ailleurs souligné que le village de Molobala fut le plus ancien village.

Sur le plan de la genèse des sources d'eau d'approvisionnement, l'histoire révèle, qu'à même, un site bien arrosé. Chasseurs, puis cultivateurs, les Koulibaly s'approvisionnaient en eau à partir de la grande marre qui était, au temps, permanent et attirer une faune abondante. Ensuite les puisards et les puits traditionnels ont servi, pendant longtemps, de source d'eau avant que le premier forage ne soit construit en 1984. Et le village de Kolé vient de réceptionner le plus récent forage à l'année 2006.

2.2 Démographie et ressources humaines

2.2.1 Poids et répartition de la population

D'après les données démographiques recueillies, la commune rurale de Dialakoroba compte une population totale de 18 415 habitants répartis dans 22 villages, soit une moyenne d'environ 837 habitants par localité. Toutefois cette moyenne cache une grande dispersion de la série démographique qui va de moins 250 à 4 000 habitants. Toutefois, l'analyse de la répartition par taille reflète une certaine homogénéité dans la catégorisation des localités. En effet, à l'exception du village de Dialakoroba qui s'individualise avec un effectif de 4000 habitants, le nombre de localités, par intervalle de 250 habitants, est relativement égal.

2.2.2 Caractéristiques de la population

La répartition par âge de la population montre une légère prédominance de la tranche des plus de 15 ans qui représente 51,74% de l'échantillon. Au niveau des localités de Bogola, Dialakoroba, Guélékoro, Hérémakono et Kola cette proportion dépasse même les 55% de la population. Cette tendance générale se confirme dans l'ensemble des villages de la commune, à l'exception des localités de Léna, Molobala, Makoro, Kolé et Sonkaria.

Carte 2 : Catégorisation démographique des localités de la commune
(Voir tableau 1 en annexe)

Tableau 1 Répartition par âge et par sexe de la population

| VILLAGES | H+15ans | F+15ans | H-15ans | F-15ans | Total |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Baga | 104 | 91 | 93 | 94 | 382 |
| Balalla | 129 | 106 | 101 | 122 | 458 |
| Bogola | 96 | 122 | 96 | 75 | 389 |
| Dialakoroba | 213 | 187 | 161 | 145 | 706 |
| Diorila | 28 | 31 | 34 | 22 | 115 |
| Féreintoumou | 147 | 148 | 170 | 120 | 585 |
| Guélékoro | 80 | 84 | 70 | 56 | 290 |
| Hérémakono | 110 | 88 | 71 | 90 | 359 |
| Kola | 126 | 114 | 104 | 80 | 424 |
| Kolé | 40 | 36 | 39 | 39 | 154 |
| Léna | 57 | 64 | 70 | 79 | 270 |
| Makono | 129 | 135 | 153 | 116 | 533 |
| Makono Somono | 74 | 71 | 58 | 74 | 277 |
| Manabougou | 138 | 102 | 101 | 101 | 442 |
| Molobala | 152 | 144 | 180 | 183 | 659 |
| Moribougou | 190 | 183 | 167 | 148 | 688 |
| M'Panko | 88 | 71 | 75 | 82 | 316 |
| Odioumabougou | 59 | 49 | 55 | 38 | 201 |
| Sanakoroni | 113 | 132 | 107 | 104 | 456 |
| Sanambélé | 149 | 143 | 166 | 121 | 579 |
| Solon Koren | 86 | 95 | 84 | 83 | 348 |
| Sonkoria | 175 | 191 | 224 | 196 | 786 |
| Effectif total | 2483 | 2387 | 2379 | 2168 | 9417 |
| Fréquence | 26,40% | 25,34% | 25,26% | 23% | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

Dans le même temps, la structure par sexe de la population laisse apparaître une légère supériorité des personnes de sexe masculin qui représentent 51,66% de l'échantillon. En outre, le pourcentage de personnes de sexe masculin est également plus élevé au sein des

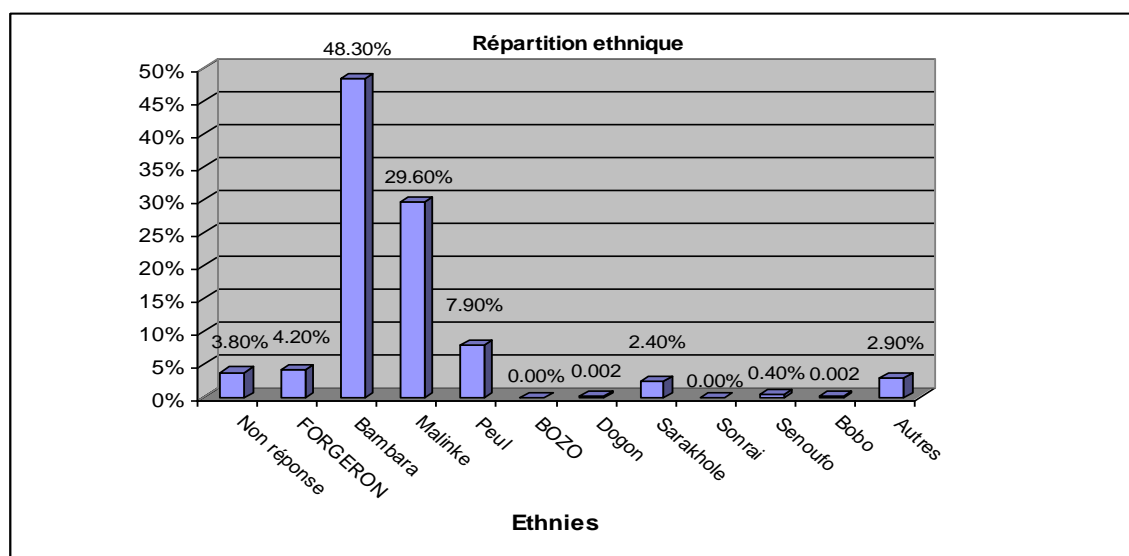
populations de moins de 15 ans et de plus de 15 ans. Au niveau de 7 villages le pourcentage d'hommes dépasse 53% et atteint même 56% à Odioumabougou. On retrouve cette tendance dans tous les villages de la commune à l'exception de Bogola, Léna, Makono Somonou, Sanakoroni et Solon Koren où la proportion de femmes est supérieure à 50%.

En ce qui concerne la situation matrimoniale de l'échantillon, le diagnostic révèle une prédominance des personnes mariées qui ont une représentativité de 95%, dont 51,20% de polygame. La proportion de veufs et de célibataires n'atteint pas 1% de l'échantillon. Les chefs de ménages sont majoritairement de sexe masculin, avec un pourcentage de 89,40% de l'échantillon. Seules 9,50% de femmes au sein des ménages visités sont chefs de famille.

En outre, les résultats des enquêtes révèlent que la commune de Dialakoroba est majoritairement habitée par des personnes de confession musulmane. En effet, sur les 453 ménages visités, 449 abritent des musulmans, soit plus de 99%. La présence des croyances animistes est minoritaire (0,4%), tandis qu'aucun ménage chrétien n'a été recensé dans l'échantillon.

L'analyse de la composition ethnique de la population dans la commune rurale de Dialakoroba laisse apparaître la prédominance du groupe mandé qui représente en moyenne 78% des ménages de l'échantillon, dont 48,3% de Bambara et 29,6% de Malinké. C'est ainsi que les Bambara habitent exclusivement les localités de Bogola et de Diorila et sont majoritaires entre 55 et 95% dans 9 autres localités. Aussi les Malinkés habitent exclusivement le village de Manabougou et sont présent dans 17 autres localités. Cependant, aucun ménage Bambara n'a été recensé dans les échantillons consultés au niveau des villages de Baga, Guélékoro, Kola, Kolé, Makono Somonou, manabougou, Sanambélé et Solon Koren Bambara sont absents. De même pour les Malinké à Baga, Bogola, Makono et Sanakoroni. Les autres groupe ethnique sont constitués par les Peulhs (7,90%), les Sarakholés (2,40%), les Sénoufos, (0,40%), etc.

Figure 1 : Répartition ethnique de la population de l'échantillon



Source : Enquêtes ménages 2007

2.2.3 Niveau d'instruction de la population

D'après les résultats du diagnostic, la population scolarisable qui est constituée de la tranche d'âge 6 à 15 ans, représente un effectif total de 2 380 personnes au sein des ménages visités, dont 55,6% de garçons. D'une manière générale, le taux moyen de scolarisation au niveau de l'ensemble des villages de la commune est très élevé, de l'ordre de 71%.

Tableau 2: Scolarisation des enfants de 6 à 15 ans

| Quartiers | Nombre de personnes âgées de 6-15ans | | | Fréquence celles inscrites, régulières à l'école | | |
|--------------|--------------------------------------|--------|-------|--|--------|-------|
| | Garçons | Filles | Total | Garçons | Filles | Total |
| Baga | 30 | 26 | 56 | 73% | 54% | 64% |
| Balalla | 43 | 38 | 81 | 79% | 71% | 75% |
| Bogola | 58 | 32 | 90 | 50% | 47% | 49% |
| Dialakoroba | 67 | 71 | 138 | 73% | 63% | 68% |
| Diorila | 22 | 17 | 39 | 91% | 76% | 85% |
| Féreintoumou | 104 | 80 | 184 | 82% | 71% | 77% |
| Guélékoro | 50 | 42 | 92 | 62% | 69% | 65% |
| Hérémakono | 64 | 55 | 119 | 61% | 56% | 59% |

| | | | | | | |
|---------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|
| Kola | 75 | 46 | 121 | 81% | 59% | 73% |
| Kolé | 13 | 2 | 15 | 92% | 100% | 93% |
| Léna | 43 | 35 | 78 | 72% | 83% | 77% |
| Makono | 101 | 70 | 171 | 91% | 69% | 82% |
| Makono Somono | 34 | 33 | 67 | 68% | 45% | 57% |
| Manabougou | 46 | 52 | 98 | 83% | 50% | 65% |
| Molobala | 114 | 92 | 206 | 54% | 46% | 50% |
| Moribougou | 39 | 24 | 63 | 82% | 92% | 86% |
| M'Panko | 30 | 32 | 62 | 90% | 78% | 84% |
| Odioumabougou | 31 | 15 | 46 | 90% | 87% | 89% |
| Sanakoroni | 64 | 45 | 109 | 58% | 53% | 56% |
| Sanambélé | 108 | 80 | 188 | 93% | 90% | 91% |
| Solon Koren | 49 | 48 | 97 | 84% | 75% | 79% |
| Sonkoria | 139 | 121 | 260 | 76% | 75% | 76% |
| TOTAL | 1324 | 1056 | 2380 | 75% | 67% | 71% |

Source : Enquêtes ménages 2007

Cependant, pris au cas, nous constatons d'importantes disparités autour de cette moyenne par rapport au sexe, mais aussi entre les localités. En effet, le pourcentage de garçons (75%) inscrit et qui fréquente régulièrement l'école est nettement plus élevé que celui des filles (67%). En outre, pour les deux sexes, les valeurs varient globalement entre 49% à Bogola et 93% à Kolé, qui enregistre également le plus fort taux de filles inscrite et qui fréquente régulièrement l'école (100%). Au niveau de 13 localités sur les 22 de la communes, cette proportion au dessus de la moyenne.

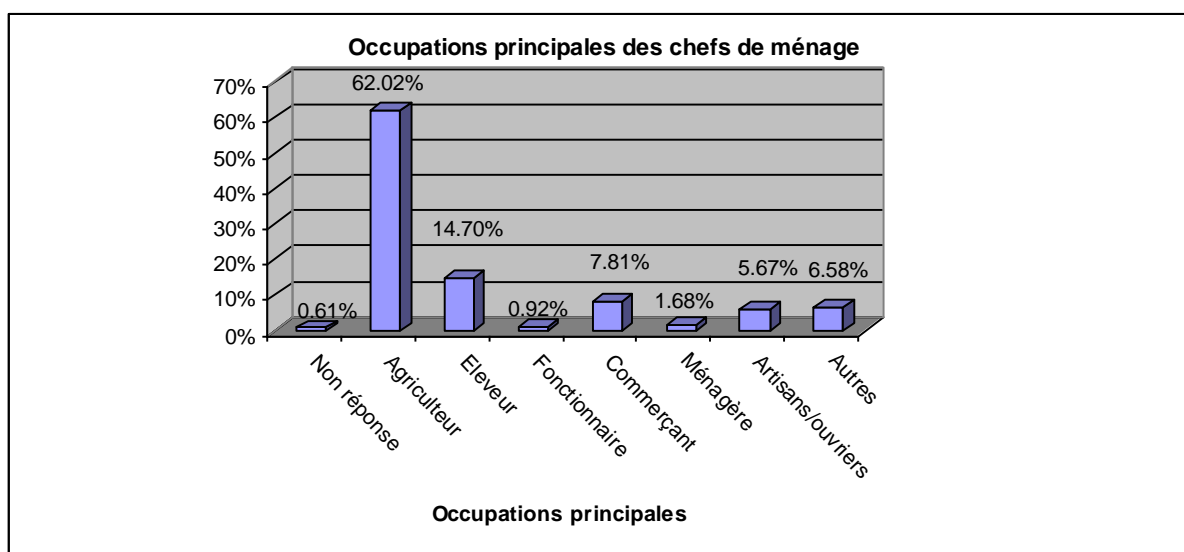
2.3 Activités et ressources

Les populations de la commune de Dialakoroba mènent plusieurs activités qui leur procurent des revenus. Ces revenus leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires.

2.3.1 Activités des populations de la commune

Du fait de son caractère rural, les populations de la commune de Dialakoroba s'activent principalement dans les activités agropastorales qui mobilisent environ 77% des ménages interrogés. Cependant, l'agriculture prime sur l'élevage qui n'est pratiqué que par 15% des ménages visités. Les activités liées au secteur tertiaire, notamment le commerce, l'artisanat et les prestations de services concernent chacune moins de 10% de l'échantillon.

Figure 2 : Occupations principales des chefs de ménage de l'échantillon



Source : Enquêtes ménages 2007

En outre, aucun éleveur n'a été recensé au sein de l'échantillon dans les villages de Bogola, Dialakoroba, Diorila, Guélékoro, Léna, Makono et Solon Koren.

Parmi les activités non spécifiées, on peut noter l'exploitation du bois de chauffe qui procure des revenus à certains ménages. Cette activité constitue un menace pour la nature et a induit à la mise en place de structures gestion des ressources naturelles au sein de la commune.

2.3.2 Ressources des populations de la commune

Les ressources des ménages prennent en compte aussi bien les revenus que les dépenses. Les revenus proviennent essentiellement des activités socioéconomiques et permettent de prendre en charge les principaux besoins des ménages.

Cependant, le revenu annuel connaît de fortes variations suivant les ménages car il dépend des activités pratiquées, du nombre d'actifs dans le ménage et d'autres types de ressources non spécifiées. Cependant, les revenus tels que présentés dans la base de données, ne sont pas assez agrégés pour fournir la structure des revenus. L'intérêt de l'approche par le revenu est qu'il permet de mesurer le niveau de vie à partir du revenu du ménage, étant entendu que le revenu confère à son détenteur une certaine capacité de consommation difficile à mesurer.

C'est ainsi que l'analyse des revenus annuels des ménages de la commune de Dialakoroba confirme son caractère rural. D'après les résultats des enquêtes le revenu moyen annuel au niveau de la commune est égal à 163 924 Fcfa, soit 13 660 Fcfa par mois ; ce qui est très faible. En revanche, on pourrait dire que le revenu annuel moyen est élevé, si l'on considère que les montants révélés ne prennent pas en compte les dépenses effectuées, mais ce qui est effectivement épargné à la fin de l'année.

Cependant, pris au cas, nous constatons une grande disparité des montants autour de cette moyenne, avec des fluctuations comprises entre 46 000 Fcfa à Sonkoria et 205 000 Fcfa à Baga. Toutefois, nous pouvons noter qu'à l'exception des 3 villages de Sanakoroni, Sanambélé et Sonkoria, toutes les autres localités ont un revenu annuel qui dépasse 125 000 Fcfa.

Tableau 3 : Revenus et dépenses des ménages de l'échantillon

| Villages | Revenu annuel (Fcfa) | Dépenses mensuelles (Fcfa) |
|-----------------|---------------------------------|---------------------------------------|
| Baga | 205 000 | 26 900 |
| Balalla | 180 323 | 46 113 |

| | | |
|----------------------------|----------------|---------------|
| Bogola | 150 825 | 57 625 |
| Dialakoroba | 164 600 | 29 686 |
| Diorila | 161 833 | 83 333 |
| Féreintoumou | 195 233 | 82 767 |
| Guélékoro | 136 775 | 58 250 |
| Hérémakono | 144 919 | 66 290 |
| Kola | 174 250 | 49 500 |
| Kolé | 157 300 | 50 100 |
| Léna | 154 250 | 198 563 |
| Makono | 125 320 | 146 900 |
| Makono Somono | 199 550 | 165 350 |
| Manabougou | 189 891 | 24 500 |
| Molobala | 164 400 | 77 533 |
| Moribougou | 161 152 | 52 326 |
| M'Panko | 192 889 | 39 000 |
| Odioumabougou | 173 208 | 44 917 |
| Sanakoroni | 79 075 | 37 600 |
| Sanambélé | 92 333 | 23 767 |
| Solon Koren | 193 075 | 89 000 |
| Sonkoria | 46 206 | 75 941 |
| MOYENNE COMMUNE | 163 924 | 72 665 |

Source : Enquêtes ménages 2007

En ce qui concerne les dépenses mensuelles, nous pouvons souligner qu'elles dépendent généralement de deux facteurs liés à la taille du ménage et du niveau de revenus.

Cependant, l'analyse des résultats des enquêtes portant sur cet indicateur a révélé une situation paradoxale qui réside dans l'importance du montant des dépenses mensuelles effectuées par les ménages consultés. D'après ces résultats, le montant moyen mensuel des dépenses est égale à 72 665 Fcfa, soit au moins 5 fois plus que les revenus déclarés. En outre, il existe une grande variation autour de cette valeur moyenne, comprise entre 23 000 Fcfa à Sanambélé et 198 000 Fcfa à Léna.

Toutefois, ici aussi, nous ne pourrions pas lier le revenu annuel aux dépenses, s'il s'avérait que les montants déclarés de celui-ci ne prenaient pas en compte celles-là. Néanmoins, l'analyse détaillée des différents postes de dépenses montre que les montants affectés à l'alimentation (27,19%), à la santé (28,71%) et à la scolarisation des enfants (23,17%) représentent un peu plus de 79%. Les autres postes de dépenses concernent prioritairement l'habillement (17,23%), les cérémonies familiales (2,11%) et le transport (0,92%).

En outre, nous constatons que les conditions de santé préoccupent davantage les ménages de la commune de Dialakoroba, car les dépenses qui y sont consacrées viennent en première position. D'ailleurs, au niveau des villages de Léna et de Féréintoumou les dépenses consacrées à la santé peuvent atteindre respectivement 39% et 44%.

Il convient de préciser que même si les revenus et les dépenses moyens des ménages sont les indicateurs référentiels permettant d'apprécier le niveau de vie, ou plus généralement le niveau de satisfaction des besoins, il s'avère difficile de considérer ces indicateurs socioéconomiques comme des critères de base d'appréciation de la pauvreté. En effet, l'approche par les ressources présente une certaine limite du fait du manque de fiabilité et de l'inexistence de données statistiques. . En plus, compte tenu de l'importance du secteur informel et des réseaux de solidarité, les revenus fixes sont peu importants par rapport à ceux que l'on peut qualifier de variables.

Carte 4 : Principaux postes de dépense

SYNTHESE DU DIAGNOSTIC DES DONNEES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO ECONOMIQUES

L'analyse de la synthèse diagnostic des données démographiques et socioéconomiques de la commune de Dialakoroba a fait ressortir les enseignements majeurs suivants :

Sur le plan démographique, le diagnostic a révélé la faible taille démographique de la majorité des villages. En effet, la commune rurale de Dialakoroba compte 18 415 habitants répartis dans 22 villages. A l'exception du village de Dialakoroba, dont la population atteint 4000 habitants, la faible concentration humaine de la commune apparaît à travers la moyenne d'environ 837 habitants par localité.

Les autres caractéristiques démographiques concernent la tendance générale de la légère prédominance de la tranche des plus de 15 ans qui représentent 51,74% de l'échantillon, d'une part et, d'autre part, du taux de masculinité qui est de 51,66%. Les Bambaras et les malinkés, qui constituent les ethnies majoritaires, avec 78% de l'échantillon, cohabitent avec d'autres minorités dont principalement les Peulhs, les Sarakholés et les Sénoufos.

Le niveau de scolarisation des enfants des deux sexes est assez élevé, avec un taux moyen de scolarisation de l'ordre de 71%. Cependant, le taux de scolarisation des garçons (75%) est nettement plus élevé que celui des filles (67%).

En raison du caractère rural de la commune, les activités socioéconomiques des populations sont dominées par le secteur primaire, dont particulièrement l'agriculture et l'élevage qui mobilisent plus de 75% de l'échantillon.

En outre, l'analyse des ressources des ménages a révélé la situation paradoxale de la faiblesse des revenus annuels et de l'importance des dépenses mensuelles, qui concernent prioritairement la santé, l'alimentation et l'éducation des enfants.

3- DEUXIEME PARTIE : SITUATION DES SECTEURS DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

3-1 Situation en eau potable

L'analyse de la situation en matière d'accès à l'eau nécessite de faire un état des lieux sur les différentes sources d'approvisionnement en eau des populations et d'apprécier leur accessibilité en terme de distance, de temps et de coût. L'étude qui porte sur les deux principales saisons de l'année prendra également en compte la quantité et la qualité de l'eau consommée par les ménages.

3-1-1 Accès à l'eau

☒ Principales sources d'approvisionnement en eau

Le diagnostic révèle que la population de la Commune de Dialakoroba a recours à diverses sources d'approvisionnement en eau. Toutefois, afin d'apprécier les comportements prévalents au niveau de notre échantillon en fonction de la saison, l'analyse sera effectuée de manière comparative entre les saisons sèche et pluvieuse.

C'est ainsi que le premier constat qui s'impose est la prédominance du recours aux sources d'eau non potable qui constituent les principaux points d'approvisionnement pour 47,3% et 67,5% des ménages consultés, respectivement en saison sèche et en hivernage. Cette situation traduit l'insuffisance des systèmes d'approvisionnement modernes et potables, tels que les forages, les bornes fontaines et les puits modernes, et l'absence de branchements privés. En outre, en période de saison pluvieuse, l'approvisionnement au niveau de ces points de distribution est très faible (moins de 25% pour les forages et moins de 5% pour les BF).

Un second constat est le fait qu'en hivernage les puits modernes sont simplement délaissés, tandis que la proportion de ménages utilisant les sources d'eau insalubres augmente de plus de 20 points par rapport à la saison sèche.

Tableau 4 : Sources d'approvisionnement en eau

| Principales sources d'approvisionnement en eau | En saison sèche | | En hivernage | |
|--|-----------------|-------------|--------------|-------------|
| | Effectifs | Fréquence | Effectifs | Fréquence |
| Non réponse | 2 | 0,4% | 21 | 4,5% |
| Forage | 149 | 31,6% | 111 | 24,0% |
| Borne fontaine | 33 | 7,0% | 18 | 3,9% |
| Branchement privé | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Puits modernes | 65 | 13,8% | 0 | 0,0% |
| Source non potable | 223 | 47,3% | 312 | 67,5% |
| TOTAL | 472 | 100% | 462 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

Les raisons du recours aux sources d'eau non potable sont justifiées par un certain nombre de facteurs, notamment financiers (incapacité à payer), physiques (éloignement ou inexistence de points d'eau potable) et socioculturels. Cependant, la grande majorité des ménages interrogés (53,7% en hivernage et 40% en saison sèche) n'a pas évoqué de raisons justifiant cette pratique.

Accessibilité des points d'eau

L'analyse de l'accessibilité intègre à la fois la distance physique qui sépare les sources d'approvisionnement en eau aux ménages, le temps de collecte de l'eau (approvisionnement et transport), ainsi que la capacité financière à payer le service de l'eau.

- **la distance parcourue**

Ainsi qu'il ressort des enquêtes, la distance parcourue par les ménages de l'échantillon pour accéder à leur principal point d'eau n'est pas très importante. En effet, elle est en moyenne de 276m, avec une variation allant de 0m pour les ménages de Sanambélé et Makono Somono à 583m pour ceux de Diorila.

Tableau 5 : Distance séparant les lieux d'habitation aux sources d'eau

| Distance à la principale source d'eau | En saison sèche | | En hivernage | |
|---------------------------------------|-----------------|-----------|--------------|-----------|
| | Effectifs | Fréquence | Effectifs | Fréquence |
| Non réponse | 127 | 28% | 64 | 14,10% |

| | | | | |
|---------------|------------|-------------|------------|-------------|
| moins de 500m | 275 | 60,70% | 361 | 79,70% |
| 500m à 1km | 46 | 10,20% | 27 | 6% |
| plus de 1km | 5 | 1,10% | 1 | 0,20% |
| TOTAL | 453 | 100% | 453 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

En outre, quelque soit la saison, la grande majorité des ménages interrogés (60,7% en saison sèche et 79,7% en hivernage) parcourent moins de 500m pour accéder aux points d'eau. Remarquons aussi le fait que les distances effectuées sont moins élevées en hivernage qu'en saison sèche, justifiant le recours facile aux sources d'eau de surface qui se sont formées à partir du ruissellement des eaux pluviales.

Concernant la localisation des points d'eau, 77,5% des ménages consultés disent être satisfaits de l'emplacement de leurs principaux points d'approvisionnement en eau potable en hivernage, contre 57% en saison sèche.

CARTE 5 : DISTANCE A PARCOURIR

- **le temps de collecte de l'eau**

Par ailleurs, le temps effectué par les ménages interrogés pour la collecte de l'eau corrobore la faiblesse des distances constatée précédemment. En effet, le temps de collecte de l'eau est raisonnable pour la grande majorité des ménages de l'échantillon, dont 40% y consacrent moins de 15mn en saison sèche, contre 71,3% en hivernage.

Tableau 6 : Temps mis pour la collecte de l'eau

| Temps mis pour la collecte de l'eau | En saison sèche | | En hivernage | |
|-------------------------------------|-----------------|-------------|--------------|-------------|
| | Effectifs | Fréquence | Effectifs | Fréquence |
| Non réponse | 126 | 27,80% | 66 | 14,60% |
| Moins de 15mn | 181 | 40% | 323 | 71,30% |
| 15mn à 30mn | 118 | 26% | 56 | 12,40% |
| plus de 30mn | 28 | 6,20% | 8 | 1,80% |
| TOTAL | 453 | 100% | 453 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

D'une manière générale, la durée moyenne en toute saison pour la collecte de l'eau est de 13mn dans la commune. Toutefois, nous notons des variations de durée allant de 4mn pour les ménages de Féréintoumou et de Kola à 33mn pour ceux de Diorila.

- **le prix de l'eau**

D'après le diagnostic, les dépenses consacrées à l'approvisionnement en eau des ménages tourne autour d'une moyenne de 126 219 Fcfa en saison sèche et de 57 719 Fcfa en saison pluvieuse. Nous constatons ainsi la suite logique des facteurs précédents qui font que ces dépenses sont largement plus importantes en saison sèche qu'en saison pluvieuse. Néanmoins, la variabilité autour de ces montants moyens est très importante. En effet, le montant affecté à l'achat de l'eau varie de 1 000 Fcfa à 1,5 millions, en saison sèche, et de 500 à 810 000 Fcfa, en hivernage, respectivement au niveau des ménages consultés à Makono et à Solon Koren.

C'est ainsi que trois villages se singularisent par le prix excessif de l'eau, notamment en saison sèche, il s'agit de Solon Koren, de Féréintoumou et dans une moindre mesure de Dialakoroba. Cependant, quelque soit la saison considérée, moins de 10% de l'échantillon payent le service de l'eau au niveau des points d'approvisionnement. Il s'agit de 7 villages

seulement sur les 22 de la commune. Ces résultats confirment également la prédominance du recours libre et gratuit aux puits ou aux eaux de surface.

En ce qui concerne les modalités d'accessibilité, le diagnostic a révélé la pratique de deux modes de tarification, dont le paiement au volume et la cotisation forfaitaire. Toutefois, la contribution forfaitaire annuelle est le mode de paiement le plus généralisé en toute saison, tandis que le paiement au récipient est presque insignifiant.

L'absence de réponses pour la facturation mensuelle est consécutive à l'inexistence de branchement privé au sein de l'échantillon.

Tableau 7 : Conditions d'accès à l'eau potable

| Conditions d'accès | En saison sèche | | En hivernage | |
|---|-----------------|-------------|--------------|-------------|
| | Effectifs | Fréquence | Effectifs | Fréquence |
| Non réponse | 409 | 90,3% | 414 | 91,40% |
| Payant au récipient | 3 | 0,7% | 3 | 0,70% |
| Contribution forfaitaire mensuelle | 0 | 0,0% | 0 | 0,00% |
| Contribution forfaitaire annuelle | 41 | 9,1% | 37 | 8,20% |
| facturation mensuelle (Branchement privé) | 0 | 0,0% | 0 | 0,00% |
| TOTAL | 453 | 100% | 454 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

La question relative à la perception des populations sur le prix de l'eau a enregistré un pourcentage très élevé de non réponse de la part de 88% et de 90% des ménages interrogés, respectivement en saison sèche et en hivernage. Néanmoins, pour ceux-ci qui se sont prononcés, 5,3% estiment que le prix de l'eau n'est pas à leur portée en saison sèche, contre 3,8% en saison pluvieuse.

D'ailleurs, pour la grande majorité des chefs de ménages qui se sont prononcés, le prix de l'eau devrait se situer à moins de 90 000 F Cfa en saison sèche et moins de 60 000 F Cfa en saison pluvieuse.

Ainsi, en dehors des facteurs liés, strictement aux points d'eau, (qui ne satisfont pas les besoins de consommation), à l'accessibilité, viennent s'ajouter la pauvreté des populations qui ont du mal à supporter le coût de l'eau.

Partant de ce constat, on a tenté de classifier (par les populations) les villages selon le degré de pauvreté. Cette classification a permis d'établir la catégorisation des villages, ainsi, le profil de pauvreté qui s'est dégagé est le suivant :

- Sept villages ont des contraintes très fortes : il s'agit de Balalla, Hérémakono, Kola, Makono Malinké, Makono Somono, Odioubougou et Solon Koren
- Dix villages ont des contraintes fortes : il s'agit de Baga, Kolé, Léna, Malobala, M'Panko, Sanakoroni, Sanambélé, Bogola, Sonkoria et Guélékoro
- Trois villages ont des contraintes moyennes : il s'agit de Diorila, Kandia et Mananbougou
- Enfin deux villages de faibles contraintes : Fereintoumou et Dialakoroba

Cette classification met en évidence des problèmes liés :

- A la sécurité alimentaires : certains ménages n'arrivent pas à assurer l'ensemble des trois repas de la journée. La culture vivrière n'est plus capable de satisfaire les ménages au sein desquels le nombre de personnes s'accroît de plus en plus.
- A l'accès aux ressources financières : En dehors de l'agriculture, l'activité commerciale est principalement mise en œuvre pour compenser le manque à gagner. La commercialisation du bois mort et autres produits locaux constitue une importante source de revenu, mais n'est pas favorable aux villages relativement enclavés.
- La dégradation des ressources naturelles (ressources forestières notamment) au sein des villages exploitants exacerbe le fléau de la pauvreté

Carte 5 : Catégorisation des villages de la commune selon le niveau de pauvreté

3-1-2 Couverture des besoins en eau

Le niveau de satisfaction des besoins en eau potable des populations de la Commune de Dialakoroba sera apprécié à travers l'analyse de la consommation journalière moyenne et du taux de couverture des besoins en eau des ménages de l'échantillon.

☒ Consommation domestique en eau

La consommation journalière moyenne a été calculée sur la base des résultats des enquêtes sur la consommation des ménages de l'échantillon pour tous les usages domestiques (boisson, cuisine, toilette et lessive). Toutefois, la quantité d'eau consommée par jour au niveau des ménages connaît d'importantes variations, du fait notamment de la taille de celui-ci, sa plus ou moins proximité au point d'eau, le prix de l'eau, etc.

C'est ainsi que les résultats des enquêtes révèlent que la consommation journalière en eau peut être très importante au niveau de la grande majorité des ménages de l'échantillon. En effet, elle est supérieure à 50 litres au niveau de 74,8% et 66,6% des ménages consultés, respectivement en hivernage et en de saison sèche. En outre, cette consommation dépasse les 100 litres par jour pour 53,6% et 50,1% de l'échantillon en saison sèche et en hivernage.

Tableau 8 : Quantité d'eau consommée par les ménages de l'échantillon

| Quantité eau | En saison sèche | | En hivernage | |
|--------------------|-----------------|-------------|--------------|-------------|
| | Effectifs | Fréquence | Effectifs | Fréquence |
| Non réponse | 129 | 28,50% | 83 | 18,30% |
| Moins de 10 litres | 2 | 0,40% | 1 | 0,20% |
| De 10 à 35 litres | 3 | 0,70% | 7 | 1,50% |
| de 35 à 50 litres | 17 | 3,80% | 23 | 5,10% |
| de 50 à 100 litres | 59 | 13,00% | 112 | 24,70% |
| plus de 100 litres | 243 | 53,60% | 227 | 50,10% |
| TOTAL | 453 | 100% | 453 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

Ces importantes quantités confirment aussi les sommes importantes d'argent dépensées pour le paiement de l'eau par certains ménages au niveau des localités de Solon Koren, de Féréintoumou et de Dialakoroba.

☒ Niveau de satisfaction des besoins en eau

Si l'on se réfère aux recommandations de l'OMS, en ce qui concerne la couverture¹ en eau des populations, l'analyse des quantités d'eau consommées pourrait amener à conclure à un taux de couverture globalement satisfaisant dans la commune de Dialakoroba.

Cependant, ne nous y trompons surtout pas, car cette « disponibilité » en eau qui paraît abondante corrompt les difficultés réelles en matière d'accès à l'eau potable et ne traduisent pas la situation vécue par les populations dans l'ensemble des villages de la commune. En effet, il a été révélé dans les lignes précédentes que, pour la grande majorité des ménages de l'échantillon, l'approvisionnement en eau se faisait au niveau des eaux de surface ou des puits, donc des sources non potables.

C'est ainsi qu'il s'avère nécessaire de favoriser la mise en place d'infrastructures hydrauliques et d'ouvrages de distribution modernes afin de garantir un accès raisonnable à tous points de vue (distance, temps et coût) pour les populations de la Commune de Dialakoroba. D'ailleurs, les difficultés liées à l'accès à l'eau reste l'une des principales contraintes soulevées par la population notamment lors des entretiens de groupes comme lors des enquêtes dans les ménages. En effet, les populations ont déploré ce manque d'eau surtout en termes de contraintes pour le développement d'activités génératrices de revenus et les répercussions sur la santé.

¹ Le taux de couverture des besoins a été déterminé sur la base du rapport entre la quantité d'eau potable disponible (nombre de litres par personne et par jour) par rapport aux besoins de la population selon les normes OMS (estimée à 35 litres par personne et par jour).

CARTE 6 : TAUX DE COUVERTURE EN EAU

La classification des villages selon les contraintes d'accès à l'eau potable a été faite par les populations. Elle est basée, en dehors du nombre de points d'eau existants, sur des facteurs géographiques et financiers. Ainsi le problème majeur du secteur de l'eau est lié :

- A l'exposition des populations aux maladies dues à l'eau sale
- Au Tarsissement précoce des puits
- A la distribution irrégulière et insuffisante des BF (village de Dialakoroba)
- Au défaut du système de gestion face aux pannes fréquentes des pompes

En plus de ces contraintes qui sont confirmés dans le PDESC (2005-2009), la classification fait ressortir des contraintes fortes pour la majorité des villages (16 villages sur 22) alors que seuls deux ont de faibles contraintes (Sanakoroni, Sonkoria). Globalement, elle s'est effectuée ainsi :

- Cinq villages ont de très fortes contraintes d'accès à l'eau : Balalla, Makono Malinké, Makono Somono, M'Panko, Sanambélé ;
- Onze villages ont de fortes contraintes : Dialakoroba, Diorila, Hérémakono, Kolé, Léna, Mananbougou, Kandia, Solon Koren, Malobala, Bogola, Odioumabougou ;
- Quatre villages ont des contraintes moyennes : Baga, Fereintoumou, Guélékoro, Kola ;
- Enfin, deux villages ont des contraintes faibles : Sanakoroni, Sonkoria.

Il faut noter que cette classification est entérinée suite à des corrections et révisions faites par les populations. Ainsi, dans une démarche participative toute l'assistance s'est convenue du profil des villages établi selon l'accès à l'eau potable.

3- 2- ACCES AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET CONDITIONS D'HYGIENE

En matière de desserte, l'accès à l'assainissement s'apprécie à travers un taux de couverture approprié pour une évacuation hygiénique des excréta. Il sera analysé à travers le taux de latrinitisation des ménages de l'échantillon, ainsi que la typologie des ouvrages d'assainissement.

Quant à l'hygiène, son étude prendra en compte la qualité de l'eau consommée, le mode de stockage de l'eau et la périodicité du nettoyage des ustensiles de conservation de l'eau, mais également les comportements en matière d'hygiène collective et individuelle.

3-2-1 Accès et utilisation des infrastructures d'assainissement

L'étude du niveau d'assainissement des ménages sera axée sur l'analyse du système d'évacuation des excréta et des déchets solides et liquides.

☒ Accès aux infrastructures d'assainissement

Les résultats du diagnostic ont permis de recenser quelques 800 lieux d'aisance familiaux au niveau des 453 ménages constituant l'échantillon d'enquête, soit en moyenne 1,76 équipements par ménage.

Cependant l'estimation exhaustive du nombre de latrines par les populations a permis de mieux affiner le niveau de latrinisation par village. Ainsi partant du nombre de ménages par village, il existe en moyenne 2,29 latrines par ménages soit 2489 latrines au totale et de tous types.

Tout compte fait, il a été dénombré 29 ménages, soit 6,4% de l'échantillon et 3% du nombre total de ménage, qui ne disposent pas de latrines familiales. Les raisons évoquées par ceux-ci sont entre autres la faible capacité financière (23 ménages), les facteurs socioculturelles (1 ménage), le manque de place (1 ménage) et d'autres inconvénients qui n'ont pas été déterminés (4 ménages).

D'une manière générale, le niveau de latrinisation de la commune de Dialakoroba est relativement satisfaisant, car la grande majorité des ménages visités, environ 94%, dispose au moins d'une latrine familiale. C'est ainsi que grâce à cette situation, nous pouvons dire que les problèmes d'évacuation des excréta ne se posent pas dans la commune.

Ces équipements sont dans leur grande majorité, à plus de 90%, fonctionnels. Le pourcentage de non réponse, égale à 6,2% des ménages interrogés, pourrait correspondre aux effectifs hors d'usage.

En ce qui concerne la typologie, les enquêtes ont révélé qu'ils sont majoritairement composés de lieux d'aisance ordinaires (11,9%) et de type traditionnels (78,4%). Cette information de l'échantillon n'est pas loin des chiffres globaux estimés par les populations lors de la restitution. Sur les 2489 latrines, 1177 sont des latrines traditionnelles soient 47,29%. Ce type

de latrines est parfois doublé, voir triplé dans un même ménage. C'est ce qui conforte d'ailleurs la moyenne générale de 2,29 latrines par ménage.

Les types de lieux d'aisance modernes sont très faiblement représentés, car les sanplat et des VIP n'ont été respectivement recensés qu'au niveau de 6 et 4 ménages de l'échantillon. Plus précisément, lors de la restitution il a été retenu 213 soit 9% du nombre total de latrines. Ce chiffre relativement bas est dû aux deux centres de production à Dialokoroba et Diorila. La promotion est lancée par l'ONG AMPE en partenariat avec Wateraid.

Les VIP sont très rares et ne se trouvent qu'au niveau de Kolé. Sa promotion a été lancée par Plan international avec une réalisation effective de 10 latrines.

Dans le même temps, 70% de l'échantillon consulté au niveau de la commune soutiennent que les latrines de leurs ménages sont en bon état, contre 20,5% qui affirment le contraire.

Quant à la construction des équipements d'assainissement, seuls 20,3% des ménages de l'échantillon ont déclarés avoir bénéficié de l'appui de projets, en atteste le faible taux de présence des types de latrines Ecosan et Sanplat. Toutefois, ces types de latrines mises en place dans le cadre des projets d'assainissement ont inspirés 61 ménages sur les 453 de l'échantillon, soit 15,5%.

Pour les ménages qui ont bénéficié de l'encadrement des projets, la nature de l'appui octroyé est soit financière (41 ménages), technique (45 ménages) ou matériel (83 ménages). Dans le cas de l'appui financier, la subvention accordée est soit partielle pour 28 ménages, soit totale pour 25 autres.

☞ Utilisation des infrastructures d'assainissement

D'une manière générale, seuls 88% des ménages de l'échantillon déclarent faire usage des latrines, malgré leur importance numérique. Le taux d'utilisation moyen pour la commune est de l'ordre de 79,57% chez les personnes de plus de 15 ans, mais seulement de 47,53 chez les moins de 15 ans.

Cependant, ce taux est très variable. Pour les plus de 15 ans, il varie entre 38% à Baga et 100% à Hérémakono, Molobala, Sanakoroni et Sanambélé, tandis que pour les moins de 15 ans, il se situe entre 17% à Moribougou et 93,7% à Sanabélé.

Ce faible pourcentage de fréquentation des lieux d'aisance, au niveau de certains villages et chez les personnes âgées de moins de 15 ans, se traduit soit par le caractère rural de la commune qui favorise la persistance de pratiques coutumières, soit par la non conformité des lieux de défécation aux principes d'assainissement.

CARTE 7 : TAUX DE COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT

☒ Gestion des déchets solides et liquides

Le diagnostic portant sur la situation en matière d'hygiène et d'assainissement a révélé des comportements favorables à la dégradation du cadre de vie et à la prolifération de maladies d'origine hydrique.

Tableau 9 : Gestion des déchets solides et liquides

| Déchets solides | Effectifs | Fréquence | Eaux usées | Effectifs | Fréquence |
|------------------------------|------------|-------------|------------------|------------|-------------|
| Non réponse | 9 | 1,86% | Non réponse | 5 | 1,10% |
| Dans la cour | 43 | 8,88% | dans la cour | 120 | 26,50% |
| dans la rue | 227 | 46,90% | dans la rue | 271 | 59,80% |
| dans les poubelles | 1 | 0,21% | dans le caniveau | 1 | 0,20% |
| dans les fosses compostières | 177 | 36,57% | puisard | 5 | 1,10% |
| Autres | 27 | 5,58% | fosse septique | 23 | 5,10% |
| TOTAL | 484 | 100% | autres | 28 | 0,062 |
| | | | TOTAL | 453 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

En effet, en ce qui concerne l'évacuation des ordures ménagères, les enquêtes ont montré que la pratique la plus généralisée consiste à les déposer dans la rue ou dans la cour de la maison chez respectivement 46,9 et 8,88% des ménages visités. Cependant, 36,91% des ménages procèdent à un traitement approprié des ordures, en les enfouissant dans les fosses compostières (36,7% des ménages), ou en les mettant dans les poubelles (0,21 des ménages seulement).

Dans le même temps, nous constatons la persistance de pratiques insalubres, chez 86,3% des ménages de l'échantillon, quant à l'évacuation des eaux usées. En effet, 59,80 et 26,5% des ménages consultés se contentent de les déverser respectivement dans la rue ou dans la cour de la maison. L'évacuation saine des eaux usées, telles que le déversement dans le caniveau, le puisard ou la fosse septique reste très faible et limitée seulement à 6,4% des ménages consultés.

3-2-2 Conditions générales d'hygiène

La qualité et l'hygiène de l'eau, la multiplicité des usages que l'homme en fait et les comportements en matière de stockage et d'utilisation sont des facteurs déterminants dans la transmission des maladies d'origine hydrique. Certaines sont dues à la présence de conditions favorables au développement des vecteurs comme le paludisme et d'autres sont causées par l'ingestion d'une eau polluée.

C'est ainsi que l'analyse des conditions d'hygiène sera axée sur la perception des populations sur la qualité de l'eau consommée et les incidences pouvant découler de la consommation d'une eau de provenance douteuse.

☒ **Appréciation de la qualité de l'eau**

D'une manière générale, les populations de la commune de Dialakoroba ont une bonne appréciation de la qualité de l'eau. En effet, sur les 453 ménages interrogés, respectivement 304 et 317 parmi eux se disent satisfaits de la qualité de l'eau, en saison sèche et en hivernage. Mais, cette appréciation positive de la qualité de l'eau entre en contradiction avec la nature douteuse des sources d'approvisionnement, majoritairement constitués d'eaux de surface et de puits traditionnels.

Néanmoins, entre 6% et 16% des ménages ne sont pas satisfaits de la qualité de l'eau, tandis que la proportion de non réponse est comprise entre 14,30 et 26,5% pour la période de saison sèche.

Tableau 10 : Appréciation de la qualité de l'eau consommée selon les saisons

| Satisfait de la qualité de l'eau consommée | En saison sèche | | En hivernage | |
|--|-----------------|-------------|--------------|-------------|
| | Effectifs | Fréquence | Effectifs | Fréquence |
| Non réponse | 120 | 26,50% | 65 | 14,30% |
| Oui | 304 | 67,10% | 317 | 70% |
| Non | 29 | 6,40% | 71 | 15,70% |
| TOTAL | 453 | 100% | 453 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

La perception de la qualité de l'eau s'apprécie en prenant en compte trois principaux critères, dont l'aspect, le goût et l'odeur. C'est ainsi que les ménages de l'échantillon, qui ne sont pas satisfaits de la qualité de l'eau, mettent en cause respectivement son aspect trouble, la mauvaise odeur qu'elle dégage, sa coloration et son goût douteux.

☒ Modes de stockage de l'eau

Les mesures d'hygiène pour l'eau de boisson sont un élément déterminant les conditions de santé des populations. En effet, elles prennent en compte les récipients de collecte et de stockage, ainsi que les méthodes de son transport, de sa conservation et de son utilisation dans les ménages.

C'est ainsi que, les enquêtes ont montré que majoritairement les récipients de stockage de l'eau de boisson sont couverts dans 448 ménages sur les 453 de l'échantillon. En revanche, dans 361 ménages, soit 79,7% de l'échantillon, ces récipients ne sont pas couverts lors du transport de l'eau de boisson du point d'approvisionnement au ménage.

Par ailleurs, au niveau de 448 ménages sur les 453 de l'échantillon, les récipients de stockage de l'eau de boisson sont gardés à l'intérieur des chambres ; et un gobelet est posé sur le couvercle dans 443 autres. En outre, 440 ménages sur les 453 interrogés, soit 97,1% de l'échantillon, procèdent au nettoyage fréquent des récipients de stockage. La périodicité du nettoyage est quotidienne au niveau de 302 ménages, mais occasionnelle dans 112 autres.

D'une manière générale, nous pouvons noter que ces pratiques d'hygiène collective constituent un excellent moyen de lutte contre la dégradation de la qualité de l'eau qui peut être source de maladies d'origine hydrique.

☒ Pratiques et comportements des ménages

Les bonnes pratiques des populations en matière d'hygiène collective et individuelles sont appréciées à travers un certain nombre d'indicateurs, dont le niveau d'utilisation des latrines, qui est effective dans 399 ménages sur les 453 de l'échantillon, le nettoyage et l'entretien des latrines des latrines, le nettoyage de la cour de la maison, etc.

C'est ainsi qu'en matière d'hygiène individuelle, le diagnostic a révélé l'adoption de comportements à risques pouvant aboutir à la dégradation des conditions de santé des

populations. En effet, entre 37 et 51% des personnes de moins de 15 ans ne se lavent pas les mains avec du savon avant de manger. En outre, chez cette même catégorie, seuls 30% des garçons et 48% des filles se lavent les mains avec du savon au sortir des toilettes. La grande majorité des filles néglige également de se laver les mains avec du savon après nettoyage anal des enfants.

D'une manière générale, les résultats du diagnostic permettent de dire que les conditions d'hygiène et de santé sont tributaires de la qualité de l'eau, de l'accès des populations aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement et du respect de la part des populations des règles d'hygiène. Ainsi, l'analyse de la situation en matière d'hygiène et d'assainissement dans la commune, montre l'existence de plusieurs pratiques et comportements qui contribuent à la dégradation du cadre de vie et à la prolifération de maladies. C'est ainsi qu'il s'avère primordiale de préconiser l'adoption d'un certain nombre de mesures d'hygiène collective et individuelle afin de réduire le taux de prévalence très élevé, au sein des ménages visités, de maladies d'origine hydriques, dont la diarrhées, le choléra, le paludisme et la bilharziose, etc.

Tableau 11 : Maladies d'origine hydrique.

| MALADIES HYDRIQUES | Effectifs | Fréquence |
|---------------------------|------------------|------------------|
| Non réponse | 16 | 1,36% |
| Diarrhées | 317 | 26,96% |
| Gale | 65 | 5,53% |
| Bilharziose | 118 | 10,03% |
| fièvre typhoïde | 64 | 5,44% |
| Choléra | 161 | 13,69% |
| ver de guinée | 66 | 5,61% |
| Trachome | 23 | 1,96% |
| Paludisme | 306 | 26,02% |
| Autres | 40 | 3,40% |
| TOTAL | 1 176 | 100% |

Source : Enquêtes ménages 2007

Dans le même temps, il serait bénéfique de mener des campagnes de sensibilisation sur l'importance du respect des règles d'hygiène collective et individuelle, sans oublier de

renforcer le nombre des équipements d'assainissement dans le but de garantir un accès raisonnable et d'améliorer le cadre de vie des habitants de la commune.

3- 3- DYNAMIQUE ACTUELLE DU JEU DES ACTEURS

L'étude de la dynamique du jeu des acteurs a été faite à partir des données obtenues lors de l'atelier de restitution et de programmation. Cette analyse permet de connaître le niveau d'encadrement et de partenariat des populations locales ainsi que leur capacité à servir de relais efficaces dans l'exécution des actions de développement.

3- 3- 1 Les acteurs en jeu

Le cadre partenarial est animé par les structures étatiques, les projets/programmes et autres acteurs d'appui au développement.

✎ Les acteurs institutionnels

La Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH) joue le rôle d'appui conseil aux autres acteurs en charge de l'exploitation des infrastructures hydrauliques. Autrefois responsable de l'équipement hydraulique, elle a transféré cette prérogative à la commune. A son actif dans la commune, on peut noter une étude sur la potabilité ou non de l'eau.

✎ Le conseil communal

La commune de Dialakoroba est administrée par un conseil communal composé de 17 membres avec la présence d'une seule femme. Celle-ci est la 3^{ème} adjointe chargée de l'éducation, de la santé, des affaires sociales et autres. Ainsi l'aspect genre constitue la principale carence en matière de bonne gouvernance. Cependant, selon les témoignages de certains conseillers la présence même de l'unique femme a constitué un grand avantage dans la mesure où les femmes accèdent facilement aux financements. La commune compte ainsi améliorer la présence de femmes lors des prochains mandats.

✎ Les partenaires au développement

Les partenaires, porteurs de projets, ont pour objectif principal de contribuer à la construction d'une société dans laquelle les populations démunies et vulnérables ont accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement.

- **L'ONG AMPE/WaterAid**

Au niveau de la commune de Dialakoroba, leur appui concerne l'amélioration de l'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et la promotion des conditions d'hygiène. A leur actif, on note la construction d'un forage, 10 PGD, 17 PTA, 150 latrines familiales améliorées, 4 blocs latrines scolaires et 80 puisards

- **La JICA**

La coopération japonaise a intervenu dans la commune de Dialakoroba. Elle s'est agitée dans le domaine de l'eau, la construction de mini-barrage notamment.

- **PLAN INTERNATIONAL**

Cette ONG a été bien présente à un certain moment. Selon les populations, c'est le partenaire qui a le plus réalisé au niveau de la commune. Elle intervenait dans tous les domaines, notamment la construction de plusieurs forages, PGD, latrines, salles de classe, etc.

✎ **Le mapping organisationnel**

La dynamique associative au niveau de la commune de Dialakoroba, n'est pas très développée, les principales structures identifiées sont :

- **Le comité de l'eau et de l'assainissement**, s'active pour l'assainissement des villages. Il existe dans tous les villages. En dehors de la gestion d'eau qu'il opèrent, ils pratiquent des activités de sensibilisation en, hygiène et assainissement.

- **Bemba communal** (L'entente communale) qui regroupe tous les villages de la commune. C'est une association de contrôle qui veille sur toutes les interventions au niveau de la commune. Elle veille sur la gestion des ressources de la commune. Elle a aussi un œil sur l'intervention des partenaires. Comme activité, elle fait la production de beurre de charité. Elle participe aux sessions de la commune.

- **Comité communal de gestion des centres de production des dalles sanplats** qui gère les deux centres de production (Dialakoroba et Diorila). Ils se chargent de la vulgarisation des latrines sanplat et de la commercialisation après confection des dalles.

• **Brigade villageoise de surveillance de la forêt** constitue un efficace bouclier contre la dégradation des ressources naturelles. Cette structure participe à la régularisation de l'exploitation du bois mort, activité qui procure des revenus à beaucoup de ménages.

Pour toutes ces structures citées, l'aspect genre y ressort plus ou moins convenablement. Les femmes occupent une bonne place, même si parallèlement elles s'activent dans de petites associations moins structurées et non formelles (les tontines notamment). Ainsi, dans l'ensemble on note que ces associations ne sont pas très dynamiques comme on pourrait le croire, dans la mesure où leur implication au développement de la commune n'est pas du tout intense.

3- 3- 2- La gouvernance locale

Il s'agit d'apprécier les performances des acteurs en jeu, notamment en matière d'eau potable et d'assainissement. Les informations qui ont servi de base à l'analyse ont été collectées lors de l'atelier de restitution et de programmation ayant réuni durant deux jours les mêmes acteurs. La collecte de l'information est organisée autour des questions suivantes :

- La participation à la prise de décision
- Le devoir de rendre compte ou le droit à l'information,
- la responsabilisation des populations locales à tous les niveaux.

Définie dans les années 70 comme des dispositifs mis en œuvre par l'entreprise pour mener des coordinations internes en vue de réduire les coûts de fonctionnement et de transaction, la gouvernance est devenue dans les années 80 une nouvelle gestion publique fondée sur une logique entrepreneuriale. Devenu un enjeu politique, la bonne gouvernance prône un changement de style de management et attire l'accent sur la pluralité d'acteurs, de logiques dans un processus d'action collective. A l'autorité et la hiérarchie, elle oppose la confiance et la coopération. Le seul but est d'aider le manager ou l'organisation à atteindre de meilleurs résultats, en passant par le renforcement de l'apprentissage et d'actions à travers une grande visibilité.

Exigence de la bonne gouvernance :

- la transparence dans la prise de décisions et dans la gestion des affaires publiques,
- la responsabilité des dirigeants dans la gestion des affaires, des ressources dans le respect des lois,
- la réceptivité des dirigeants aux besoins des citoyens,
- l'ouverture à l'information.

🗨️ La participation à la prise de décision

Le degré de participation des populations à la prise de décision n'est pas aisé à discerner. La présence de l'ensemble des parties prenantes lors des ateliers de programmation constitue dès fois un biais d'information. Cependant la confrontation des débats permet de faire ressortir le profil de la gouvernance locale de la commune concernée. Pour ce qui est de Dialakoroba, l'assistance confirme la participation des populations lors des sessions budgétaires et à la présentation du bilan annuel du conseil. Par ailleurs, il est dit que leur participation pour les sessions ordinaires est rare. Ce problème est surtout lié au fait qu'elles ne viennent pas

s'informer. Dans les moindres cas, cela relève des gens instruits et intéressés par les affaires de la commune.

☒ Le devoir de rendre compte

En ce qui concerne la mise en pratique du principe d'imputabilité, ou encore le devoir de rendre compte, plusieurs procédures et méthodes sont utilisées même si la réponse des populations est loin d'être effective. En effet, les populations sont informées des activités, invitées aux sessions et consultées pour l'élaboration des budgets.

Pour le compte rendu des sessions, la méthode la plus courante est l'affichage. Quant à l'élaboration du budget, des débats publics sont organisés pour mieux tenir en compte de l'avis des uns et des autres.

☒ La responsabilisation des populations locales à tous les niveaux

La responsabilisation des populations n'est effective que dans les structures gérées par elles même. Ainsi au niveau des associations telles que la Bemba communal, la brigade villageoise de surveillance, le comité de gestion des centres de production de dalles sanplats, le comité de gestion de l'eau et de l'assainissement, on voit l'implication de la population, ne serait-ce que par le canal de ces structures, dans certaines affaires relevant de la compétence communale.

En dehors de ces activités associatives, la responsabilisation des populations, même si elle est vivement souhaitée, n'est pas visible.

SYNTHESE DU DIAGNOSTIC DE LA SITUATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE, A L'ASSAINISSEMENT ET A L'HYGIENE

L'analyse du diagnostic de la situation de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et de la promotion de l'hygiène, laisse apparaître les contraintes majeures qui entravent l'amélioration du service de ces trois secteurs. Elles ont trait :

- Dans le cadre de l'accès à l'eau :
 - l'insuffisance ou l'inexistence des points d'eau moderne et potable ;
 - l'importance du recours aux sources d'eau de surface qui sont insalubres ;
 - l'incapacité financière des ménages à payer le service de l'eau ;
 - le faible niveau de satisfaction des besoins en eau potable, etc.

- Dans le cadre de l'accès à l'assainissement :
 - la prédominance des lieux d'aisance dont les normes ne répondent pas aux critères d'assainissement (latrines ordinaires ou traditionnelles) ;
 - la faiblesse de l'appui de projets d'assainissement pour la mise en place des types de latrines modernes (Ecosan et Sanplat) ;
 - le faible taux d'utilisation des lieux d'aisance, notamment au niveau des personnes âgées de moins de 15 ans ;
 - la persistance des pratiques socioculturelles de non recours aux latrines ;
 - la persistance de pratiques insalubres d'évacuation des ordures et des eaux usées qui participent à la dégradation du cadre de vie et à la prolifération de maladies d'origine hydrique.

- Dans le cadre de la promotion de l'hygiène :
 - le faible niveau d'entretien des latrines qui accentue l'état de délabrement des équipements ;
 - la faible adoption des bons comportements en matière d'hygiène collective et individuelle ;
 - la non couverture des récipients lors du transport de l'eau de boisson du point d'approvisionnement au ménage ;

Le faible pourcentage de personnes, quelque le sexe et l'âge, qui se lave les mains avec du savon avant de manger ou au sortir des toilettes.

CONCLUSION/RECOMMANDATION

Pour promouvoir un développement local durable en matière d'eau et d'assainissement, les axes prioritaires sont :

- l'amélioration de l'accès à l'eau,
- l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène,
- la promotion de la gouvernance.

Ces différentes orientations sont loin d'être indépendantes les unes des autres. Leur mise en œuvre permettra un développement intégré, comme le stipule d'ailleurs l'objectif N° 7 des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement). Par rapport à cet aspect, il est souligné « qu'en l'absence d'installations sanitaires et d'hygiène, l'eau potable est beaucoup moins utile à la santé ».

4- 1- Amélioration de l'accès à l'eau

➤ Principes d'action

L'eau, qu'elle soit d'usage domestique, agricole ou autre, constitue pour la localité une contrainte majeure. La problématique de l'eau occupe une place de choix dans l'amélioration des conditions de vie des populations avec des conséquences négatives sur la santé. L'insuffisance des puits et des forages est autant de facteurs limitant pour les travaux domestiques et autres activités liées à l'eau. C'est pourquoi un ensemble d'actions a été préconisé à partir du diagnostic.

➤ Actions à mener

- Réaliser des forages pour 10 villages de la commune de Dialakoroba ;
- Réhabiliter tous les forages en pannes ;
- Connecter certains villages limitrophes dans un système A.E.S et en reproduire dans les villages abritant plusieurs forages non fonctionnels ;
- Améliorer l'approvisionnement en eau en équipant certains forages de château d'eau ;
- Et enfin inclure dans la réalisation des A.E.S une étude géophysique ;

4- 2- Amélioration de l'assainissement et de l'hygiène

➤ Principes d'action

Le niveau de latrination est assez faible, du fait de la prévalence des installations traditionnelles, alors qu'elles sont insalubres et dangereuses dans leur fréquentation. Il est nécessaire d'améliorer la qualité des latrines afin de promouvoir un environnement salubre. Il est aussi nécessaire de favoriser une bonne pratique de l'hygiène au niveau des populations.

➤ Actions à mener

Les principales actions répertoriées sont les suivantes :

- répertorier les ménages qui ne disposent pas de latrines améliorées ou modernes et faire en sorte qu'ils en soient dotés ;
- Formation et sensibilisation des populations, certains professionnels notamment, en hygiène et assainissement ;
- Equiper les lieux publics en poubelles et mettre en place des structures privées en matière d'assainissement ;
- Elaborer un plan d'action d'assainissement ;
- Réalisation de canaux d'évacuation des eaux pluviales ;

4- 3- La promotion de la gouvernance

🗨️ Principes d'action

Les mécanismes de bonne gouvernance au niveau des structures communautaires de gestion des projets doivent être basés sur la fonctionnalité des organes, leur renouvellement et la fréquence des réunions. Ces mécanismes sont un indicateur de la transparence de la gestion surtout financière de ces comités. La logique de bonne gouvernance implique le renforcement des capacités des structures communautaires.

🗨️ Actions à mener

- 17 membres. Le conseil communal gagnerait à impliquer davantage les femmes dans les instances de prise de décision parce qu'elles constituent non seulement la moitié de la population mais également elles constituent un poids économique important.
- Instruire tous les conseillers sur les textes de la décentralisation (rôles et responsabilités des élus) et les former en alphabétisation fonctionnelle
- Former le personnel de la commune en gestion administrative et financière ;
- Faire dispenser, aux acteurs stratégiques, des modules de formation :
 - En élaboration de PSD
 - En marketing des PLD
 - En planification stratégique
 - En leadership local
 - En plaidoyer
 - En action citoyenne
 - En alphabétisation fonctionnelle

ANNEXE

CATEGORISATION DES VILLAGES DE LA COMMUNE

| Localités | Population | Catégorisation |
|---------------|---------------|-------------------------|
| Baga | 194 | Moins de 250 habitants |
| Balalla | 223 | |
| Dialakoroba | 304 | 250 à 500 habitants |
| Diorila | 314 | |
| Feinrentoumou | 339 | |
| Guélékoro | 366 | |
| Hérémakono | 450 | |
| Kola | 481 | |
| Kolé | 552 | 501 à 750 habitants |
| Lena | 557 | |
| Makon Malinké | 578 | |
| Makono Somono | 606 | |
| Manabougou | 615 | |
| Molobala | 742 | |
| Kandia | 752 | 751 à 1 500 habitants |
| M'Panko | 865 | |
| Odioumabougou | 972 | |
| Sanakoroni | 994 | |
| Sanambélé | 1 087 | Plus de 1 500 habitants |
| Dialakoroba | 4000 | |
| TOTAL | 18 415 | |

ECHANTILLON D'ENQUETES

| Localités | Nombre de ménages | Echantillon d'enquêtes |
|---------------|-------------------|------------------------|
| Kolé | | |
| Diorila | | |
| Odioumabougou | | |

| | | |
|---------------|--|--|
| Léna | | |
| Makono Somono | | |
| Heremakono | | |
| M'Panko | | |
| Sanakoroni | | |
| Sonkoria | | |
| Sanambélé | | |
| Solon Koren | | |
| Bogola | | |
| Baga | | |
| Manabougou | | |
| Guélékoro | | |
| Kola | | |
| Makono | | |
| Moribougou | | |
| Molobala | | |
| Féreintoumou | | |
| Balalla | | |
| Dialakoroba | | |
| TOTAL | | |

Source : Enquêtes ménages 2007

REPARTITION PAR AGE ET PAR SEXE DES PERSONNES DE L'ECHANTILLON

| VILLAGES | H+15ans | F+15ans | H-15ans | F-15ans | Total |
|--------------|---------|---------|---------|---------|-------|
| Baga | 104 | 91 | 93 | 94 | 382 |
| Balalla | 129 | 106 | 101 | 122 | 458 |
| Bogola | 96 | 122 | 96 | 75 | 389 |
| Dialakoroba | 213 | 187 | 161 | 145 | 706 |
| Diorila | 28 | 31 | 34 | 22 | 115 |
| Fereintoumou | 147 | 148 | 170 | 120 | 585 |
| Guelekoro | 80 | 84 | 70 | 56 | 290 |
| Heremakono | 110 | 88 | 71 | 90 | 359 |
| kola | 126 | 114 | 104 | 80 | 424 |
| kole | 40 | 36 | 39 | 39 | 154 |
| Lena | 57 | 64 | 70 | 79 | 270 |
| Makono | 129 | 135 | 153 | 116 | 533 |

| | | | | | |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Makono Somono | 74 | 71 | 58 | 74 | 277 |
| Manabougou | 138 | 102 | 101 | 101 | 442 |
| Molobala | 152 | 144 | 180 | 183 | 659 |
| Moribougou | 190 | 183 | 167 | 148 | 688 |
| M'Panko | 88 | 71 | 75 | 82 | 316 |
| Odioumabougou | 59 | 49 | 55 | 38 | 201 |
| Sanakoroni | 113 | 132 | 107 | 104 | 456 |
| Sanambebe | 149 | 143 | 166 | 121 | 579 |
| Solon Koren | 86 | 95 | 84 | 83 | 348 |
| Sonkoria | 175 | 191 | 224 | 196 | 786 |
| TOTAL | 2483 | 2387 | 2379 | 2168 | 9417 |